

**Art. 26.** De regering bepaalt de datum voor de inwerkingtreding van elke bepaling van dit decreet. Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA  
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS  
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET  
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART  
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

*Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 631 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 12.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 3 maart 2004.*

*Bespreking. — Stemming.*

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1258

[2004/200990]

### 11 MARS 2004. — Décret relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définition, objet et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Au sens du présent décret, la moyenne entreprise est l'entreprise :

1° dont l'effectif d'emploi compte au moins cinquante travailleurs et moins de deux cent cinquante travailleurs;

2° et dont :

a. soit le chiffre d'affaires annuel est au moins égal à 7 millions d'euros et n'excède pas 40 millions d'euros;

b. soit le total du bilan annuel est au moins égal à 5 millions d'euros et n'excède pas 27 millions d'euros;

3° et qui respecte le critère d'indépendance, tel que défini à l'alinéa 3.

La petite entreprise est l'entreprise :

1° dont l'effectif d'emploi compte moins de cinquante travailleurs;

2° et dont :

a. soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 7 millions d'euros;

b. soit le total du bilan annuel n'excède pas 5 millions d'euros;

3° et qui respecte le critère d'indépendance, tel que défini à l'alinéa 3.

Est indépendante, la petite ou moyenne entreprise qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas à la définition de la moyenne ou de la petite entreprise, selon le cas.

Ce seuil peut être dépassé dans deux cas :

1° si la petite ou moyenne entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels, y compris des fonds de développement régional ou des institutions universitaires et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur celle-ci;

2° s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que la petite ou moyenne entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas à la définition de la moyenne entreprise ou de la petite entreprise, selon le cas.

Le calcul des seuils d'effectifs et financiers s'opère par l'addition des données de la petite ou moyenne entreprise et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote.

§ 2. La grande entreprise est l'entreprise dont l'un des critères définis au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est dépassé.

§ 3. Le Gouvernement peut préciser les critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, ou les adapter pour assurer la conformité du présent décret aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 87 à 89 du traité instituant la Communauté européenne.

**Art. 2.** En vue de contribuer au développement durable de la Région, le Gouvernement peut octroyer, dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement, des incitants à l'entreprise qui a un siège d'exploitation situé dans la Région et qui y réalise un programme d'investissements visé à l'article 6.

**Art. 3.** Les incitants prennent la forme d'une prime à l'investissement ou d'une exonération du précompte immobilier. La prime à l'investissement et l'exonération du précompte immobilier peuvent être cumulées.

Ils sont attribués en vertu de décisions unilatérales et les modalités d'octroi des incitants font l'objet d'une convention conclue entre les Parties.

Les incitants sont octroyés dans le respect de l'encadrement communautaire des aides d'Etat pour la protection de l'environnement et en conformité avec les lignes directrices concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole.

Pour un même programme d'investissements, l'entreprise ne peut cumuler le bénéfice des incitants prévus par le présent décret avec des aides obtenues en vertu d'autres législations ou réglementations régionales en vigueur.

Les incitants prévus par le présent décret peuvent être cumulés avec les incitants provenant des fonds structurels européens.

**Art. 4.** Pour bénéficier des incitants, l'entreprise doit être :

1° une personne physique ayant la qualité de commerçant ou exerçant une profession indépendante;

2° une des sociétés énumérées à l'article 2, § 2, du Code des sociétés ou un groupement européen d'intérêt économique.

La personne morale de droit public et l'association sans but lucratif sont exclues du bénéfice des incitants prévus par le présent décret.

**Art. 5.** Est exclue du bénéfice des incitants, l'entreprise dont les activités relèvent d'un des domaines suivants :

1° les banques et autres institutions financières, les assurances et l'immobilier;

2° la production et la distribution d'énergie ou d'eau;

3° l'enseignement, l'éducation et la formation;

4° la santé et les soins de santé;

5° les activités sportives, de loisirs et de distribution de produits culturels;

6° la grande distribution;

7° les professions libérales.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la production d'énergies issues de sources d'énergie renouvelable ou de cogénération de qualité au sens du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité est un secteur admis au bénéfice des incitants s'il s'agit d'une petite entreprise et pour autant que celle-ci ne soit pas détenue par une moyenne ou une grande entreprise dont l'activité relève du secteur de l'énergie.

Le Gouvernement précise les secteurs ou partie de secteurs correspondant à ces domaines d'activités qui sont exclus du bénéfice des incitants.

Dans ce cas, sa décision doit prendre en considération les principes et objectifs du développement durable.

Le Gouvernement peut, après une évaluation qu'il effectue au moins tous les trois ans sur la base, notamment, des rapports remis annuellement au Conseil régional wallon, modifier les secteurs ou parties de secteurs exclus.

#### CHAPITRE II. — *Des incitants*

**Art. 6.** Le Gouvernement peut octroyer les incitants à l'entreprise ayant au moins un siège d'exploitation en Région wallonne et qui réalise un programme d'investissements qui poursuit un ou plusieurs des objectifs suivants :

1° la protection de l'environnement, à savoir toute action visant à réparer ou à prévenir une atteinte au milieu physique ou aux ressources naturelles ou à encourager une utilisation rationnelle de ces ressources, à savoir :

a. les investissements qui permettent à l'entreprise de dépasser les normes communautaires existantes ou les investissements qu'elle réalise en l'absence de telles normes obligatoires;

b. les investissements réalisés par une petite ou une moyenne entreprise afin de lui permettre de se mettre en conformité avec des nouvelles normes communautaires, et ce, pendant une période de trois années à compter de l'adoption par la Communauté européenne de ces nouvelles normes;

c. les actions de valorisation et de réduction des déchets dans le processus de production;

2° l'utilisation durable de l'énergie, à savoir les investissements permettant :

a. la réduction de la consommation de l'énergie utilisée au cours du processus de production;

b. le développement d'énergies issues de sources d'énergie renouvelables;

c. le développement d'installations de cogénération de qualité au sens du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

**Art. 7.** Les investissements pouvant faire l'objet des incitants sont limités aux coûts supplémentaires pour atteindre les objectifs de protection de l'environnement. Ces coûts éligibles sont calculés abstraction faite des avantages retirés d'une éventuelle augmentation de capacité, des économies de coûts engendrées pendant les cinq premières années de vie de l'investissement et des productions accessoires additionnelles pendant la même période de cinq années.

Le Gouvernement précise les types d'investissements admis.

**Art. 8.** Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités particulières d'octroi des incitants, en tenant compte de la taille de l'entreprise et de l'importance des effets du programme d'investissements sur le développement durable.

La prime à l'investissement est exprimée en un pourcentage du programme d'investissements admis et ne peut dépasser :

1° 30 % bruts des investissements réalisés par une entreprise en vue de dépasser les normes communautaires;

2° 40 % bruts des investissements réalisés par une entreprise en matière d'utilisation durable de l'énergie;

3° 15 % bruts des investissements réalisés par une petite ou moyenne entreprise en vue de se conformer aux normes communautaires.

Aux taux maxima fixés à l'alinéa 2, 1° et 2°, un bonus peut être accordé dans les cas suivants :

1° 5 % si l'entreprise se situe dans les régions couvertes par l'article 87, § 3, c., du traité instituant la Communauté européenne;

2° 10 % si l'entreprise se situe dans les régions couvertes par l'article 87, § 3, a., du traité instituant la Communauté européenne;

3° 10 % s'il s'agit d'une petite ou moyenne entreprise.

Le Gouvernement fixe ces taux.

**Art. 9.** Le Gouvernement peut octroyer à l'entreprise qui réalise, dans le cadre d'un programme d'investissements visé à l'article 6, des investissements en immeubles, en ce compris les investissements en matériel réputé immeuble par nature ou par destination, une exonération du précompte immobilier afférent à ces immeubles.

Cette exonération peut être accordée :

1° à la grande entreprise pour une durée de trois ans;

2° à la moyenne entreprise pour une durée de quatre ans;

3° à la petite entreprise pour une durée de cinq ans.

Toutefois, cette exonération peut être octroyée pour une durée maximale de sept ans pour le matériel et l'outillage en cas de création d'une entreprise.

Les durées visées aux alinéas 2 et 3 sont calculées à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit l'occupation ou l'utilisation du bien immeuble.

### CHAPITRE III. — *Conditions d'octroi et de maintien, procédures de demande et d'octroi, modalités de liquidation, de contrôle et sanctions*

**Art. 10.** Les incitants sont octroyés à l'entreprise qui est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et les législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou qui s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente.

**Art. 11.** Le Gouvernement détermine les conditions de maintien des incitants et les objectifs que l'entreprise s'engage à atteindre. Ceux-ci figurent dans la convention visée à l'article 3, alinéa 2.

**Art. 12.** L'entreprise est tenue, pendant un délai de cinq ans à partir de la date de la fin de la réalisation des investissements, d'utiliser ceux-ci aux fins et conditions prévues, de ne pas les céder et de maintenir ceux-ci dans la destination pour laquelle l'incitant avait été octroyé.

Les investissements en immobilisations incorporelles doivent être exploités dans l'entreprise bénéficiaire de l'incitant pendant au moins cinq ans à compter de l'octroi de l'incitant, sauf si ces actifs immatériels correspondent à des techniques manifestement dépassées.

Lorsque le capital ou les droits de vote dans l'entreprise bénéficiant de l'incitant sont détenus par une ou plusieurs entreprises à hauteur de plus de 25 %, l'entreprise ou les entreprises qui détiennent cette participation s'engagent à restituer les incitants pour compte de l'entreprise, et ce, pendant le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 13.** L'entreprise informe le conseil d'entreprise des motifs et des modalités de liquidation des incitants accordés, ainsi que des mesures de contrôle prévues.

**Art. 14.** Le Gouvernement fixe les procédures de demande et d'octroi des incitants en tenant compte de la taille de l'entreprise.

Toute demande d'incitant doit donner lieu à une décision dans un délai de quatre mois à compter du moment où le dossier est complet.

Le Gouvernement détermine la procédure et le mode de computation du délai visé à l'alinéa 2.

**Art. 15.** Les incitants visés à l'article 3 sont remboursés conformément aux lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat :

1° en cas de non-respect des dispositions édictées par ou en vertu du présent décret ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi et dans la convention;

2° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise;

3° en cas de fourniture, sciemment ou non, par l'entreprise de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des incitants, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

En cas de restitution de l'incitant visé à l'article 9, l'exonération du précompte immobilier est supprimée ab initio.

**Art. 16.** Le Gouvernement peut déroger à l'article 15 en maintenant les incitants :

1° dans le cas où le non-respect des conditions visées aux articles 11 et 12 est dû à un cas de force majeure, à savoir des circonstances étrangères à celui qui les invoque, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'auraient pu être évitées, malgré toutes les diligences déployées;

2° dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au livre XI du Code des sociétés ainsi qu'en cas de transfert de l'entreprise visé aux articles 41 à 43 de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire, si l'activité économique de l'entreprise est poursuivie en Région wallonne et si les incitants obtenus ainsi que les investissements y afférents sont transférés dans la nouvelle entité juridique et sont maintenus dans la destination pour laquelle ils avaient été octroyés;

3° dans les cas de cession ou de modification de la destination ou des conditions d'utilisation, si l'entreprise en sollicite au préalable l'autorisation auprès du Gouvernement.

Le Gouvernement peut déroger à l'article 15 en limitant le remboursement à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'un incitant et le nombre d'années prévu à l'article 12, sans toutefois que moins de deux ans se soient écoulés depuis la fin de la réalisation de l'investissement jusqu'au jour de l'événement justifiant le retrait de l'incitant.

Le Gouvernement peut déroger à l'article 15 en renonçant à tout ou partie du remboursement des incitants lorsque le coût lié à la récupération de ceux-ci risque d'être supérieur à leurs montants.

**Art. 17.** Le Gouvernement détermine les modalités de liquidation et de remboursement des incitants.

Les incitants ne peuvent être versés en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise.

### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales, abrogatoires et transitoires*

**Art. 18.** Le Gouvernement communique trimestriellement au Conseil économique et social de la Région wallonne, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique une information statistique relative aux incitants octroyés.

Le Gouvernement communique annuellement au Conseil régional wallon un rapport quantitatif et qualitatif sur la politique d'expansion économique qu'il a menée au cours de l'année civile précédente assorti des éléments d'évaluation effectuée.

**Art. 19.** Sont abrogés :

1° les articles 5 et 5bis de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992;

2° l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique inséré par le décret du 25 juin 2002.

A titre transitoire, les dossiers introduits par une grande entreprise après le 30 septembre 2003 seront traités sur la base du présent décret.

Les demandes introduites par une petite ou une moyenne entreprise avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumises à loi du 4 août 1978 de réorientation économique modifiée par le décret du 25 juin 1992.

**Art. 20.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil 630 (2003-2004), n<sup>os</sup> 1 à 7.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 3 mars 2004.*

Discussion. — Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1258

[2004/200990]

**11. MÄRZ 2004 — Dekret über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Definitionen, Gegenstand und Anwendungsbereich*

**Artikel 1 - § 1.** Im Sinne des vorliegenden Dekrets ist der Mittelbetrieb der Betrieb:

1° dessen Beschäftigtenzahl mindestens fünfzig und weniger als zweihundertfünfzig Arbeitnehmer beträgt;

2° und:

a) entweder dessen Jahresumsatz mindestens 7 Millionen Euro beträgt und 40 Millionen Euro nicht überschreitet;

b) oder dessen Jahresbilanzsumme mindestens 5 Millionen Euro beträgt und 27 Millionen Euro nicht überschreitet;

3° und der dem Unabhängigkeitskriterium, so wie in Absatz 3 bestimmt, genügt.

Der Kleinbetrieb ist der Betrieb:

1° dessen Beschäftigtenzahl unter fünfzig Arbeitnehmern liegt;

2° und:

a) entweder dessen Jahresumsatz 7 Millionen Euro nicht überschreitet;

b) oder dessen Jahresbilanzsumme 5 Millionen Euro nicht überschreitet.

3° und der dem Unabhängigkeitskriterium, so wie in Absatz 3 bestimmt, genügt.

Der Betrieb gilt als unabhängig, wenn er nicht zu 25% oder mehr des Kapitals oder der Stimmrechte im Besitz eines oder mehrerer Betriebe gemeinsam steht, die der Definition des Klein- oder Mittelbetriebs, je nach Fall, nicht entsprechen.

Dieser Schwellenwert kann in zwei Fällen übertroffen werden:

1° wenn der Klein- oder Mittelbetrieb im Besitz von öffentlichen Beteiligungsgesellschaften, Risikokapitalgesellschaften oder institutionellen Anlegern, einschließlich der regionalen Entwicklungsfonds und der universitären Einrichtungen, steht und wenn diese weder einzeln noch gemeinsam Kontrolle über den Betrieb ausüben;

2° wenn die Streuung des Kapitals zur Folge hat, dass es unmöglich zu wissen ist, wer das Kapital hält und wenn der Klein- oder Mittelbetrieb erklärt, dass er mit gutem Recht vermuten kann, dass er nicht zu mindestens 25% im Besitz eines oder mehrerer Betriebe gemeinsam steht, die der Definition des Klein- oder Mittelbetriebs, je nach Fall, nicht entsprechen.

Die Berechnung der Schwellenwerte in Bezug auf die Beschäftigtenzahl und die finanziellen Werte erfolgt aufgrund der Summierung der Werte des Klein- oder Mittelbetriebs und aller Betriebe, an denen er direkt oder indirekt zu mindestens 25 % des Kapitals oder der Stimmrechte beteiligt ist.

§ 2. Der Großbetrieb ist der Betrieb, von dem eins der in § 1, Absatz 1 bestimmten Kriterien überschritten ist.

§ 3. Die Regierung kann die in § 1 erwähnten Kriterien näher bestimmen oder anpassen, um die Übereinstimmung des vorliegenden Dekrets mit den gemeinschaftlichen Regeln, die kraft der in Artikel 87 bis 89 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft vorgesehenen Bestimmungen verabschiedet worden sind, zu gewährleisten.

**Art. 2** - Zur Förderung der nachhaltigen Entwicklung der Region kann die Regierung innerhalb spezifischer jährlich festgelegter Haushaltsgrenzen dem Betrieb, der einen in der Region liegenden Betriebsitz hat und der ein in Artikel 6 erwähntes Investitionsprogramm durchführt, Anreize gewähren.

**Art. 3** - Die Anreize erfolgen in der Form einer Investitionsprämie oder einer Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug. Die Investitionsprämie oder die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug können kumuliert werden.

Sie werden kraft einseitiger Beschlüsse gewährt und die Modalitäten für die Gewährung der Anreize sind Gegenstand einer zwischen den Parteien abgeschlossenen Vereinbarung.

Die Anreize werden unter Einhaltung des Gemeinschaftsrahmens für staatliche Beihilfen für den Umweltschutz und in Übereinstimmung mit den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen im Agrarsektor gewährt.

Für ein gleiches Investitionsprogramm ist der Betrieb nicht berechtigt, den Anspruch auf die durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Anreize mit den kraft sonstiger regionaler gültigen Gesetzgebungen oder Regelungen erhaltenen Anreizen zu kumulieren.

Die im vorliegenden Dekret vorgesehenen Anreize dürfen mit den aus den europäischen Strukturfonds stammenden Anreizen zusammen bezogen werden.

**Art. 4** - Um Anreize in Anspruch zu nehmen, muss der Betrieb:

1° eine natürliche Person sein, die die Eigenschaft eines Gewerbetreibenden besitzt oder einen selbstständigen Beruf ausübt;

2° eine der in Artikel 2, § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften aufgelisteten Gesellschaften oder eine Europäische Wirtschaftliche Interessenvereinigung sein.

Öffentlich rechtliche juristische Personen und Vereinigungen ohne Erwerbzweck haben keinen Anspruch auf die durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Anreize.

**Art. 5** - Der Betrieb hat keinen Anspruch auf die Anreize, wenn seine Tätigkeiten in einem der folgenden Bereiche ausgeübt werden:

1° Banken und sonstige Geldinstitute, Versicherungs- und Immobiliengesellschaften;

2° Energie- und Wasserproduktion und -versorgung;

3° Unterrichts-; Erziehungs- und Bildungswesen;

4° Gesundheit und Gesundheitspflege;

5° Sport, Freizeitbeschäftigung und Verteilung von kulturellen Produkten;

6° Großvertrieb;

7° freie Berufe.

In Abweichung von Absatz 1, 2° gilt die Produktion von Energien aus erneuerbaren Energieträgern oder durch hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung im Sinne des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts als Sektor, der Anreize in Anspruch nehmen kann, wenn es sich um einen Kleinbetrieb handelt und insofern dieser nicht im Besitz eines Mittel- oder Großbetriebs steht, dessen Tätigkeiten in den Bereich der Energiewirtschaft fallen.

Die Regierung bestimmt, welche Sektoren oder Teile von Sektoren, die diesen Tätigkeitsbereichen entsprechen, keinen Anspruch auf Anreize haben.

In diesem Fall muss ihr Beschluss den Grundsätzen und Zielen der nachhaltigen Entwicklung Rechnung tragen.

Nach einer Bewertung, die die Regierung mindestens alle drei Jahre u.a. auf der Grundlage der jährlich dem Wallonischen Regionalrat übermittelten Berichte durchführt, kann die Regierung die ausgeschlossen Sektoren oder Teile von Sektoren abändern.

## KAPITEL II — Anreize

**Art. 6** - Die Regierung kann dem Betrieb Anreize gewähren, wenn er mindestens einen Betriebsitz in der Wallonischen Region hat und ein Investitionsprogramm durchführt, das eins oder mehrere der folgenden Ziele verfolgt:

1° den Umweltschutz, d.h. jede Maßnahme, die darauf abzielt, einer Beeinträchtigung der natürlichen Umwelt oder der natürlichen Ressourcen abzuwehren oder vorzubeugen oder eine rationelle Nutzung dieser Ressourcen zu fördern, d.h.:

a. die Investitionen, durch die der Betrieb die bestehenden Gemeinschaftsnormen übertreffen kann oder die Investitionen, die er in Ermangelung solcher verbindlichen Normen durchführt;

b. die Investitionen, die durch einen Klein- oder Mittelbetrieb durchgeführt werden, um den neuen Gemeinschaftsnormen Folge zu leisten, und zwar im Laufe einer Periode von drei Jahren nach der Verabschiedung dieser neuen Normen durch die Europäische Gemeinschaft;

c. die Maßnahmen zur Abfallverwertung und -verminderung in dem Produktionsprozess;

2° die nachhaltige Energienutzung, d.h. die Investitionen, durch die Folgendes ermöglicht wird:

a) den Energieverbrauch im Rahmen des Produktionsprozesses zu reduzieren;

b) Energien aus erneuerbaren Energiequellen zu entwickeln;

c) hochwertige Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen im Sinne des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts zu entwickeln.

**Art. 7** - Die Investitionen, die Gegenstand von Anreizen sein können, werden auf die zusätzlichen Kosten, die dazu bestimmt sind, die Ziele des Umweltschutzes zu erreichen, beschränkt. Diese zuschussfähigen Kosten werden abgesehen von den aus einer eventuellen Steigerung der Kapazität gezogenen Vorteilen, von den im Laufe der ersten fünf Lebensjahre der Anlagen erreichten Kostenersparnisse und von den zusätzlichen Nebenproduktionen im Laufe derselben Periode von fünf Jahren berechnet.

Die Regierung gibt die Arten der zugelassenen Investitionen an.

**Art. 8** - Die Regierung bestimmt die Bedingungen und besonderen Durchführungsbestimmungen für die Gewährung der Anreize, unter Berücksichtigung der Bedeutung der Auswirkungen des Investitionsprogramms auf die nachhaltige Entwicklung.

Die Investitionsprämie wird als Prozentsatz des genehmigten Investitionsprogramms ausgedrückt und darf Folgendes nicht überschreiten:

1° 30% brutto der durch einen Betrieb getätigten Investitionen, um die Gemeinschaftsnormen zu überschreiten;

2° 40% brutto der durch einen Betrieb in Sachen nachhaltige Energienutzung getätigten Investitionen;

3° 15% brutto der durch einen Klein- oder Mittelbetrieb getätigten Investitionen, um den Gemeinschaftsnormen Folge zu leisten.

Zu den in Absatz 2, 1° und 2° erwähnten Höchstsätzen kann in den folgenden Fällen ein Bonus gewährt werden:

1° 5% , wenn sich der Betrieb in einer der durch Artikel 87, § 3, c. des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft gedeckten Regionen befindet;

2° 10% , wenn sich der Betrieb in einer der durch Artikel 87, § 3, a. des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft gedeckten Regionen befindet;

3° 10% , wenn es sich um einen Klein- oder Mittelbetrieb handelt.

Die Regierung bestimmt diese Sätze.

**Art. 9** - Die Regierung kann den Betrieb von dem Immobiliensteuervorabzug freistellen, wenn dieser im Rahmen eines in Artikel 6 erwähnten Investitionsprogramms Investitionen in Immobilien tätigt, einschließlich der Investitionen für Güter, die aufgrund ihrer Natur oder ihrer Zweckbestimmung als unbeweglich gelten; die Freistellung des Immobilienvorabzugs gilt für diejenigen Immobilien, die Gegenstand dieser Investitionen sind.

Diese Freistellung kann:

1° dem Großbetrieb für einen Zeitraum von drei Jahren,

2° dem Mittelbetrieb für einen Zeitraum von vier Jahren,

3° dem Kleinbetrieb für einen Zeitraum von fünf Jahren

gewährt werden.

Bei der Gründung eines Betriebs kann diese Freistellung jedoch für einen Zeitraum von höchstens sieben Jahren für Material und Werkzeuge gewährt werden.

Die in Absätzen 2 und 3 erwähnten Zeitspannen sind ab dem 1. Januar des Jahres zu rechnen, das auf die Besetzung oder Benutzung des betreffenden Immobilienguts folgt.

### KAPITEL III — *Gewährungs- und Erhaltungsbedingungen, Beantragungs- und Gewährungsverfahren, Modalitäten für die Auszahlung und Kontrolle, Strafmaßnahmen*

**Art. 10** - Die Anreize werden dem Betrieb gewährt, der den gesetzlichen Bestimmungen, die auf die Ausübung seiner Tätigkeit anwendbar sind, sowie den steuerrechtlichen, sozialen und umweltrechtlichen Bestimmungen und Regelungen genügt, oder der sich verpflichtet, den einschlägigen Auflagen innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen nachzukommen

**Art. 11** - Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Erhaltung der Anreize und die Ziele, die der Betrieb sich verpflichtet, zu erreichen. Diese sind in der in Artikel 3, Absatz 2 erwähnten Vereinbarung angeführt.

**Art. 12** - Während eines Zeitraums von fünf Jahren ab dem Datum des Endes der Durchführung der Investitionen ist der Betrieb verpflichtet, diese zu den vorgesehenen Zwecken und Bedingungen zu verwenden, sie nicht abzutreten und stets für die Zweckbestimmung zu verwenden, für die der Anreiz gewährt worden war.

Die Investitionen in immateriellen Anlagen müssen im Betrieb, der den Anreiz in Anspruch genommen hat, während mindestens fünf Jahren ab der Gewährung des Anreizes genutzt werden, außer wenn diese Anlagevermögen offensichtlich überholte Techniken darstellen.

Wenn das Kapital oder die Stimmrechte des Betriebs, der in den Genuss des Anreizes gelangt, zu mehr als 25 % im Besitz von einem oder mehreren Betrieben sind, verpflichten sich der oder die Betriebe, die im Besitze dieser Beteiligung sind, dazu, die Anreize für Rechnung des Betriebs während der in Absatz 1 erwähnten Frist zurückzuerstatten.

**Art. 13** - Der Betrieb informiert den Betriebsrat über die Gründe und Auszahlungsmodalitäten für die gewährten Anreize, sowie über die vorgesehenen Kontrollmaßnahmen.

**Art. 14** - Die Regierung bestimmt die Verfahren für die Beantragung und Gewährung der Anreize unter Berücksichtigung der Größe des Betriebs.

Jeder Antrag auf Anreize muss einen Beschluss innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem Zeitpunkt, wo die Akte vollständig ist, veranlassen.

Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Art der Berechnung der in Absatz 2 erwähnten Frist.

**Art. 15** - Die in Artikel 3 erwähnten Anreize werden in Übereinstimmung mit den koordinierten Gesetzen über die Staatsbuchführung zurückerstattet:

1° im Falle der Nichtbeachtung der in oder kraft dieses Dekrets verabschiedeten Bestimmungen oder der Verpflichtungen, die im individuellen Gewährungsbeschluss und in der Vereinbarung angeführt sind;

2° bei Konkurs, Auflösung, freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des Betriebs;

3° im Falle einer absichtlichen oder nicht absichtlichen Übermittlung durch den Betrieb von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Anreize auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben.

Im Falle einer Rückerstattung des in Artikel 9 erwähnten Anreizes, wird die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs ab initio abgeschafft.

**Art. 16** - Die Regierung kann von Artikel 15 abweichen und die Anreize weiterhin gewähren:

1° in dem Falle, wo die Nichtbeachtung der in Artikeln 11 und 12 erwähnten Bedingungen auf einen Fall höherer Gewalt zurückzuführen ist, d.h. auf abnormale und unvorhersehbare, von der Person, die sie anführt, unabhängige Umstände, deren Folgen trotz aller getroffenen Maßnahmen nicht zu verhindern gewesen wären;

2° im Falle eines Gesellschaftszusammenschusses oder einer Spaltung, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs, der Abtretung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften, sowie im Falle einer Übertragung des Betriebs im Sinne von Artikeln 41 bis 43 des Gesetzes vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich, wenn die Wirtschaftstätigkeit des Betriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird und wenn die erhaltenen Anreize sowie die betreffenden Investitionen auf die neue juristische Person übertragen werden und wenn diese Investitionen weiterhin für die Zweckbestimmung erhalten werden, für die sie ursprünglich gewährt worden waren;

3° in Falle einer Abtretung oder Abänderung der Zweckbestimmung oder Benutzungsbedingungen, wenn der Betrieb im Voraus die betreffende Genehmigung bei der Regierung einholt.

Die Regierung kann von Artikel 15 abweichen, indem die Rückzahlung auf das Verhältnis zwischen der Anzahl Jahre der tatsächlichen Benutzung des Gutes, für das ein Anreiz gewährt worden ist, und der Anzahl Jahre im Sinne von Artikel 12 begrenzt wird, ohne dass jedoch seit dem Ende der Durchführung der Investitionen bis zum Tage des Ereignisses, das zum Entzug des Anreizes geführt hat, weniger als zwei Jahre verstrichen sind.

Die Regierung kann von Artikel 15 abweichen, indem sie ganz oder teilweise auf die Rückzahlung der Anreize verzichtet, wenn die mit ihrer Beitreibung verbundenen Kosten höher als deren Betrag ausfallen könnten.

**Art. 17** - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Auszahlung und die Rückzahlung der Anreize.

Die Anreize können in folgenden Fällen nicht ausgezahlt werden: Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation des Betriebs.

#### KAPITEL IV — *Schluss-, Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen*

**Art. 18** - Die Regierung übermittelt dem Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region, dem Wallonischen Umwelttrat für eine nachhaltige Entwicklung und dem Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik quartalsweise eine statistische Information über die gewährten Anreize.

Die Regierung übermittelt dem Wallonischen Regionalrat jährlich einen quantitativen und qualitativen Bericht über ihre Politik in Sachen Wirtschaftsaufschwung während des vorherigen Kalenderjahres zuzüglich der Elemente in Zusammenhang mit der Bewertung, die sie durchgeführt hat.

**Art. 19** - Folgende Artikel werden aufgehoben:

1° Artikel 5 und 5bis des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

2° Artikel 32.13 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, eingefügt durch das Dekret vom 25. Juni 2002.

Übergangsweise werden die nach dem 30. September 2003 durch einen Großbetrieb eingereichten Akten auf der Grundlage des vorliegenden Dekrets behandelt.

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets durch einen Klein- oder Mittelbetrieb eingereichten Anträge unterliegen weiterhin dem Gesetz vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992.

**Art. 20** - Die Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten jeder der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. März 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

—  
Fußnote

*Sitzung 2003-2004.*

*Dokumente des Rats 630 (2003-2004), Nrn. 1 bis 7.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* - öffentliche Sitzung vom 3. März 2004.

Diskussion. — Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1258

[2004/200990]

**11 MAART 2004. — Decreet betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving, voorwerp en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** § 1. In de zin van dit decreet is de middelgrote onderneming, de onderneming :

1° waarvan het personeelsbestand minstens vijftig werknemers en minder dan tweehondervijftig werknemers telt;

2° en waarvan :

a. ofwel de jaarlijkse omzet minstens gelijk is aan 7 miljoen euro en 40 miljoen euro niet overschrijdt;

b. ofwel het jaarlijks balanstotaal minstens gelijk is aan 5 miljoen euro en 27 miljoen euro niet overschrijdt;

3° en die het onafhankelijkheids criterium zoals omschreven in het derde lid naleeft.

De kleine onderneming is de onderneming :

1° waarvan het personeelsbestand minstens tien werknemers en minder dan vijftig werknemers telt;

2° en waarvan :

a. ofwel de jaarlijkse omzet 7 miljoen euro niet overschrijdt;

b. ofwel het jaarlijks balanstotaal 5 miljoen euro niet overschrijdt;

3° en die het onafhankelijkheids criterium zoals omschreven in het derde lid naleeft.

Onafhankelijk is de kleine of middelgrote onderneming die niet ter hoogte van 25 % of meer van het kapitaal of het stemrecht in handen is van een onderneming of van meerdere ondernemingen samen die niet beantwoorden aan de definitie van middelgrote of kleine onderneming, al naar gelang.

Die drempel kan overschreden worden in twee gevallen :

1° indien de kleine of middelgrote onderneming in handen is van openbare participatiemaatschappijen, durfkapitaalvennootschappen of institutionele beleggers, met in begrip van regionale ontwikkelingsfondsen of universitaire instellingen, en op voorwaarde dat zij noch individueel noch samen een controle uitoefenen op die onderneming;

2° indien uit de kapitaalspreiding blijkt dat het onmogelijk is te weten wie het kapitaal in handen heeft en de kleine of middelgrote onderneming verklaart dat ze rechtmatig kan vermoeden niet ter hoogte van 25 % of meer in handen te zijn van één onderneming of meerdere ondernemingen samen die niet beantwoorden aan de definitie van de middelgrote onderneming, de kleine onderneming of de zeer kleine onderneming, al naar gelang.

De berekening van de drempels inzake personeelsbestand en financiën wordt verricht door de optelling van de gegevens van de kleine of middelgrote onderneming en alle ondernemingen waarvan zij rechtstreeks of onrechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of het stemrecht in handen heeft.

§ 2. De grote onderneming is de onderneming waarvan één van de criteria omschreven in paragraaf 1, eerste lid, overschreden wordt.

§ 3. De regering kan de criteria bedoeld in paragraaf 1 nader bepalen of ze aanpassen om ervoor te zorgen dat dit decreet in overeenstemming is met de communautaire regels die goedgekeurd zijn als de bepalingen van de artikelen 87 tot en met 89 van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap.

**Art. 2.** Om bij te dragen aan de duurzame ontwikkeling van het Gewest kan de regering binnen de specifieke perken van de begroting zoals jaarlijks vastgesteld, incentives toekennen aan de onderneming die een bedrijfszetel in het Gewest heeft en er een in artikel 6 bedoeld investeringsprogramma verwezenlijkt.

**Art. 3.** De incentives nemen de vorm aan van een investeringspremie of van een vrijstelling van de onroerende voorheffing. De investeringspremie en de vrijstelling van de onroerende voorheffing kunnen samengevoegd worden.

Zij worden toegewezen krachtens eenzijdige beslissingen en de wijze waarop de incentive toegekend wordt, maakt het voorwerp uit van een overeenkomst gesloten tussen de partijen.

De incentives worden toegekend met inachtneming van de regelgeving van de Europese Gemeenschap en, meer in het bijzonder, in overeenstemming met de multisectorale kaderregeling door de Gemeenschap van de steunmaatregelen van staatswege voor milieubescherming en met de richtsnoeren voor de staatssteun in de landbouwsector.

Voor eenzelfde investeringsprogramma mag de onderneming het voordeel van de incentives bepaald bij dit decreet niet samenvoegen met de steun die zij gekregen heeft krachtens andere gewestelijke decreet- of regelgeving.

De incentives bepaald bij dit decreet mogen samengevoegd worden met de incentives uit de Europese structuurfondsen.

**Art. 4.** Om in aanmerking te komen voor de incentives dient de onderneming :

1° ofwel een natuurlijke persoon te zijn met de hoedanigheid van handelaar of die een zelfstandig beroep uitoefent;

2° ofwel één van de vennootschappen opgesomd in artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen of een Europees economisch samenwerkingsverband te zijn.

De publiekrechtelijke rechtspersoon en de vereniging zonder winstoogmerk zijn uitgesloten van het voordeel van de incentives bepaald bij dit decreet.

**Art. 5.** Uitgesloten van het voordeel van de incentives wordt de onderneming waarvan de activiteiten onder één der volgende gebieden vallen :

1° bankwezen en andere financiële instellingen, verzekeringswezen en vastgoed;

2° energie- of waterproductie en -verdeling;

3° onderwijs, opvoeding en vorming;

4° gezondheid en gezondheidszorgen;

5° sportactiviteiten, vrijetijdsbesteding en verdeling van cultuurproducten;

6° grootdistributie;

7° vrije beroepen.



In afwijking van het eerste lid, 2°, is de energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling in de zin van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt een sector die toegelaten wordt tot het voordeel van de incentives indien het een kleine onderneming betreft en voorzover bedoelde onderneming niet in handen is van een middelgrote of grote onderneming waarvan de bedrijvigheid onder de energiesector ressorteert.

De regering bepaalt de sectoren of deelsectoren die overeenstemmen met die bedrijvigheidsgebieden die uitgesloten zijn van het voordeel van de incentives.

In dat geval dienen de beginselen en doelstellingen van de duurzame ontwikkeling in zijn beslissing in overweging te worden genomen.

De regering kan, na een evaluatie die hij minstens driejaarlijks verricht, meer bepaald op grond van de jaarlijks aan de Waalse Gewestraad overgemaakte verslagen, de uitgesloten sectoren of deelsectoren wijzigen.

#### HOOFDSTUK II. — *Incentives*

**Art. 6.** De regering kan de incentives toekennen aan de onderneming die minstens een bedrijfszetel in het Waalse Gewest heeft en die een investeringsprogramma verwezenlijkt om één of meerdere van de volgende doelstellingen te bereiken :

1° de milieubescherming, namelijk elke actie die ertoe strekt de negatieve gevolgen voor de natuurlijke omgeving of de natuurlijke hulpbronnen te herstellen of te voorkomen of een rationeel gebruik van die hulpbronnen aan te moedigen, namelijk :

a. de investeringen waardoor de onderneming de bestaande normen van de Gemeenschap kan overschrijden of de investeringen die zij verwezenlijkt bij ontstentenis van dergelijke verbindende normen;

b. de investeringen die verwezenlijkt worden door een kleine of middelgrote onderneming die zich daardoor in overeenstemming brengt met de nieuwe normen van de Gemeenschap tijdens een periode van drie jaar te rekenen van de goedkeuring door de Europese Gemeenschap van die nieuwe normen;

c. de acties voor de valorisering en de vermindering van de afvalstoffen in het productieproces;

2° het duurzame energiegebruik, namelijk de investeringen waardoor :

a. de terugdringing van het energieverbruik in een productieproces;

b. de totstandkoming van energieën uit hernieuwbare energiebronnen;

c. de totstandkoming van installaties voor kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling in de zin van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt mogelijk worden.

**Art. 7.** De investeringen waarvoor incentives toegekend kunnen worden, zijn beperkt tot de bijkomende kosten om de doelstellingen inzake milieubescherming te bereiken. Die in aanmerking komende kosten worden berekend, de voordelen verkregen uit een eventuele capaciteitsverhoging, de kostenbesparingen tijdens de eerste vijf levensjaren van de investering en de toegevoegde bijkomende producties tijdens diezelfde periode van vijf jaar buiten beschouwing gelaten.

De regering bepaalt de types toegelaten investeringen nader.

**Art. 8.** De regering bepaalt de bijzondere voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van de incentives waarbij hij rekening houdt met de grootte van de onderneming en met de impact van het investeringsprogramma op de duurzame ontwikkeling.

De investeringspremie wordt uitgedrukt in een percentage van het toegelaten investeringsprogramma en mag niet overschrijden :

1° 30 % brutto van de investeringen verwezenlijkt door een onderneming om de normen van de Gemeenschap te overschrijden;

2° 40 % brutto van de investeringen verwezenlijkt door een onderneming ter zake van duurzaam energiegebruik;

3° 15 % brutto van de investeringen verwezenlijkt door een kleine of middelgrote onderneming om zich in overeenstemming te brengen met de normen van de Gemeenschap.

Tegen de maximumpercentages van het tweede lid, 1° en 2°, kan een bonus worden toegekend in volgende gevallen :

1° 5 % indien de onderneming zich in de regio's bevindt die vallen onder artikel 87, § 3, c., van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap;

2° 10 % indien de onderneming zich in de regio's bevindt die vallen onder artikel 87, § 3, a., van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap;

3° 10 % indien het een kleine of middelgrote onderneming betreft.

Die percentages worden door de regering bepaald.

**Art. 9.** De regering kan de onderneming die in het kader van een investeringsprogramma zoals bedoeld in artikel 6 investeringen in onroerende goederen, met inbegrip van de investeringen in materieel dat geacht is onroerend van aard of door bestemming te zijn, een vrijstelling van de onroerende voorheffing voor de onroerende goederen toekennen.

Die vrijstelling kan worden toegekend :

1° aan de grote onderneming voor een duur van drie jaar;

2° aan de middelgrote onderneming voor een duur van vier jaar;

3° aan de kleine onderneming voor een duur van vijf jaar.

Die vrijstelling kan evenwel enkel worden toegekend voor een maximumduur van zeven jaar voor het materieel en de werktuigen in het geval van een oprichting.

De duur bedoeld in het tweede en het derde lid wordt berekend vanaf 1 januari van het jaar volgend op de bezetting of het gebruik van het onroerend goed.

#### HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden voor de toekenning en de instandhouding, aanvraag- en toekenningsprocedures, uitbetalings-, controle- en bestraffingswijze*

**Art. 10.** De incentives worden toegekend aan de onderneming die de wetsbepalingen over de uitoefening van zijn bedrijvigheid naleeft en de wet- en regelgeving in fiscale, sociale en ecologische aangelegenheden naleeft of die zich daartoe verbindt binnen de termijn vastgesteld door het bevoegde bestuur.

**Art. 11.** De regering bepaalt de voorwaarden voor de instandhouding van de incentives en de doelstellingen die de onderneming zich ertoe verbindt te bereiken. Zij worden opgenomen in de overeenkomst bedoeld in artikel 3, tweede lid.

**Art. 12.** De onderneming is er tijdens een termijn van vijf jaar te rekenen van de datum waarop de verwezenlijking van de investeringen beëindigd wordt, toe verplicht die investeringen aan te wenden voor de doeleinden en tegen de voorwaarden zoals voorzien, ze niet af te staan en ze in stand te houden in de bestemming waarvoor de incentive was toegekend.

De investeringen in immateriële activa dienen uitgebaat te worden in de incentivegerechtigde onderneming tijdens minstens vijf jaar te rekenen van de toekenning van de incentive, behalve indien die immateriële activa uit duidelijk voorbijgestreefde technieken bestaan.

Indien het kapitaal of het stemrecht in de onderneming die voor de incentive in aanmerking komt, in handen is van één of meerdere grote ondernemingen ter hoogte van 25 % , verbinden zich de onderneming of de ondernemingen die die participatie in handen heeft of hebben, ertoe om de incentives terug te geven voor rekening van de grote onderneming, gedurende de termijn bedoeld in het eerste lid.

**Art. 13.** De onderneming licht de ondernemingsraad in over de motieven en wijze van uitbetaling van de toegekende incentives, evenals over de bepaalde controlemaatregelen.

**Art. 14.** De regering stelt de procedures voor aanvraag en toekenning van de incentives vast en houdt daarbij rekening met de omvang van de onderneming.

Elke aanvraag voor een incentive dient aanleiding te geven tot een beslissing binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het tijdstip waarop het dossier volledig is.

De regering bepaalt de procedure en de berekeningswijze van de termijn bedoeld in het tweede lid.

**Art. 15.** De incentives bedoeld in artikel 3 worden terugbetaald overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit :

1° in geval van niet-naleving van de bepalingen uitgebracht bij of krachtens dit decreet of de verplichtingen vervat in de individuele beslissing tot toekenning en in de overeenkomst;

2° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de grote onderneming;

3° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door de grote onderneming van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de incentives, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben.

In geval van teruggave van de incentive bedoeld in artikel 8 wordt de vrijstelling van de onroerende voorheffing ab initio geschrapt.

**Art. 16.** De regering kan van artikel 15 afwijken en de incentives instandhouden :

1° in het geval waarin de niet-naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 12 toe te schrijven is aan overmacht, namelijk abnormale en onvoorziene omstandigheden die vreemd zijn aan diegene die ze inroept en waarvan de gevolgen onvermijdelijk blijken te zijn ondanks alle gedane inspanningen;

2° in het geval van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, evenals in geval van overdracht van de onderneming bedoeld in de artikelen 41 tot en met 43 van de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk concordaat, indien de bedrijvigheid van de grote onderneming in het Waalse Gewest voortgezet wordt en de verkregen incentives, evenals de daarop betrekking hebbende investeringen overgedragen worden naar de nieuwe juridische constructie en in stand gehouden worden in de bestemming waarvoor ze zijn toegekend;

3° in geval van afstand of wijziging van de bestemming of de gebruiksvoorwaarden, indien de grote onderneming op voorhand om de toelating door de regering verzoekt.

De regering kan van artikel 15 afwijken door, in de gevallen waarin de feiten die tot teruggave aanleiding geven, niet ontstaan zijn uit een fout of een vrijwillige handeling van de grote onderneming of diens aandeelhouders, de terugbetaling te beperken tot de verhouding tussen het aantal jaar waarin werkelijk gebruik is gemaakt van het goed waarvoor een incentive is toegekend en het aantal jaar bepaald in artikel 12 zonder dat evenwel minder dan twee jaar mag verstrijken zijn tussen het einde van de doorvoering van de investering en de dag waarop de gebeurtenis plaatsvindt die de intrekking van de incentive verantwoordt.

De regering kan afwijken van artikel 15 door af te zien van een gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de incentives indien de kosten verbonden aan het verhalen ervan hoger dan de bedragen zelf dreigen te zijn.

**Art. 17.** De regering bepaalt de wijze van uitbetaling en terugbetaling van de incentives.

De incentives kunnen niet uitbetaald worden in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de onderneming.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen, opheffings- en overgangsbepalingen

**Art. 18.** De regering deelt elk kwartaal een statistieke informatie mee betreffende de toegekende incentives aan de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) en aan het « Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique » (Waaals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek).

De regering deelt de « Conseil économique et social de la Région wallonne » jaarlijks een kwantitatief en kwalitatief verslag mee over het economisch expansiebeleid dat tijdens het voorgaande kalenderjaar gevoerd is, samen met de bestanddelen van de doorgevoerde evaluatie.

**Art. 19.** Opgeheven worden :

1° de artikelen 5 en 5bis van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

2° artikel 32.13 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische reoriëntatie ingevoegd bij het decreet van 25 juni 2002.

Bij wijze van overgangsbepaling worden de dossiers ingediend door een grote onderneming na 30 september 2003 behandeld op grond van dit decreet.

De aanvragen ingediend door een kleine of een middelgrote onderneming vóór de inwerkingtreding van dit decreet blijven onderworpen aan de wet van 4 augustus 1978 tot economische reoriëntatie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992.

**Art. 20.** De regering stelt de datum vast voor de inwerkingtreding van elke bepaling van dit decreet.  
Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA  
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS  
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET  
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART  
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 630 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 7.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 3 maart 2004.*

*Bespreking. — Stemming.*

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 1259

[2004/200989]

### 11 MARS 2004. — Décret relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objet et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** En vue de contribuer au développement durable de la Région, le Gouvernement peut octroyer, dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement, des incitants à la petite ou moyenne entreprise qui réalise un programme d'investissements ou qui effectue une ou plusieurs opérations contribuant de manière déterminante au développement durable. Ces investissements ou opérations ne doivent pas compromettre l'équilibre entre les composantes économique, sociale et environnementale du développement durable.

**Art. 2.** Les incitants prennent la forme de primes, d'une exonération du précompte immobilier ou d'une combinaison de ces différentes formes d'incitants. Ils sont octroyés par décision unilatérale.

Les incitants sont octroyés dans le respect de la réglementation de la Communauté européenne, à savoir les règlements de la Commission européenne relatifs aux aides aux petites et moyennes entreprises, les encadrements communautaires visant certains secteurs d'activités, l'encadrement communautaire multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur des grands projets d'investissements, les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale et celles concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole.

Pour un même programme d'investissements ou une même opération, l'entreprise ne peut cumuler le bénéfice des incitants prévus par le présent décret avec des incitants obtenus en vertu d'autres législations ou réglementations régionales.

Les incitants prévus par le présent décret peuvent être cumulés avec les incitants provenant des fonds structurels européens.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Peut bénéficier des incitants prévus par le présent décret la petite ou moyenne entreprise qui a un siège d'exploitation situé dans la Région wallonne et qui y réalise un programme d'investissements visé à l'article 5 ou une action visée aux articles 7 à 9.

§ 2. Pour bénéficier des incitants, la petite ou moyenne entreprise doit être :

1° soit une personne physique ayant la qualité de commerçant ou exerçant une profession indépendante ou une association formée entre ces personnes;

2° soit une des sociétés énumérées à l'article 2, § 2, du Code des sociétés ou un groupement européen d'intérêt économique;

3° soit un cluster tel que défini à l'article 13;

4° soit une spin-off telle que définie au paragraphe 6.

La personne morale de droit public et l'association sans but lucratif sont exclues du bénéfice des incitants prévus par le présent décret.